

Paroles et rêves

al-Balagh, 17 mai 1945

Le vieux proverbe arabe dit : la guerre commence par des paroles.

Il apparaît que la guerre s'achève aussi par des paroles. Les débats se sont multipliés, et les controverses intensifiées, dans tous les coins de la terre, bien avant que la guerre elle-même ne s'achève réellement ; le grondement des canons s'est tu en Europe, et l'échange de la mort entre belligérants a cessé — mais la guerre des mots, elle, n'a fait que s'intensifier et s'enflammer davantage.

Il ne fait aucun doute qu'elle s'enflammera et s'intensifiera plus encore à mesure que les jours avanceront, jusqu'à ce que se réunisse la conférence de paix elle-même, et qu'elle aboutisse aux décisions qu'elle sera capable d'atteindre.

Et qui sait ? Peut-être même cela ne mettra-t-il pas fin à la guerre des mots — les besoins des vivants ne s'épuisent jamais vraiment, les espoirs des hommes ne peuvent jamais être pleinement contenus, leurs ambitions ne peuvent jamais être pleinement bornées, et ils se trouveront inévitablement en désaccord. Ils devraient cependant s'estimer véritablement heureux si leurs propres désaccords n'aboutissaient à rien de pire que la divergence d'opinion, le choc des penchants, et la ruée vers l'ambition et l'avantage où ils se trouvent aujourd'hui — sans jamais aller jusqu'à ce qu'ils ont vécu ces dernières années : la mort échangée comme en présent, la destruction se rapprochant toujours davantage, chaque camp ne s'épargnant aucun excès pour briser l'autre.

Les Américains aiment les statistiques, les aiment à l'excès, et les insèrent en tout — et ils se sont mis à compter les problèmes auxquels font face les vainqueurs en Europe, en trouvant plus de trente. Certains concernent l'Europe orientale, d'autres l'Europe occidentale, d'autres l'Europe centrale, d'autres l'Europe méridionale, et d'autres encore concernent des pays séparés de l'Europe par la mer, mais liés à elle par des liens qui ne veulent, ni ne peuvent véritablement, être rompus.

Le monde moderne aime la spécialisation, et y tient beaucoup, et il ne fait aucun doute que, parmi ceux qui se soucient de la politique de ces plus de trente problèmes, il existe des groupes véritablement voués à la spécialisation, chacun préférant se consacrer entièrement à un seul

problème, ou à un ensemble de problèmes, l'épuisant par la recherche, l'étude et l'examen, en découvrant les secrets et les obscurités qui pourraient encore nourrir la guerre des mots. Mais ces spécialistes n'ont pas encore réussi à se distinguer, ni à élever leur propre voix au-dessus de la clameur générale — nous demeurons, pour l'instant, dans un stade de confusion véritable, où chacun s'exprime sur tout, et où chaque écrivain écrit sur chaque sujet. Il n'y a rien d'étrange à cela : la guerre européenne ne s'est achevée que depuis une semaine.

Quoi qu'il en soit, il existe certains centres essentiels de cette grave guerre des mots : Londres, Moscou, Washington et Paris. On avait cru un temps que San Francisco deviendrait le plus important de ces centres — mais San Francisco perdit bientôt sa propre importance, une fois la guerre européenne achevée, et les ministres des Affaires étrangères des grandes puissances s'en dispersèrent, retournant chacun dans son propre pays pour superviser, de près, la conduite de cette guerre des mots, ouverte comme dissimulée, les affaires de la guerre leur étant désormais revenues, de leurs propres collègues, les ministres de la Défense et de l'offensive. San Francisco est désormais reléguée au deuxième ou au troisième rang, un lieu où l'on parle beaucoup et où l'on agit peu.

Rien ne le prouve mieux que le fait que les grandes questions autrefois étudiées à San Francisco, et âprement disputées là-bas, ont elles-mêmes voyagé aux côtés des ministres des Affaires étrangères jusqu'aux grands centres de la guerre politique et verbale, devenant des affaires que ne partagent plus, dans leur étude, petites, grandes et moyennes nations ensemble, mais que seules étudient, et tranchent, les grandes puissances.

Ces grandes puissances étaient autrefois au nombre de quatre : la Grande-Bretagne, l'Amérique, la Russie et la Chine. Elles sont désormais cinq, la France ayant été rétablie dans son propre rang naturel, par décision unanime de la conférence des Nations unies à San Francisco.

Ce qu'il y a de véritablement amusant en tout cela, c'est que c'est la délégation canadienne qui proposa de rétablir ce rang à la France, et que la délégation qui appuya cette proposition fut celle de l'Afrique du Sud — et, si ma mémoire ne me trompe pas, c'est le maréchal Smuts qui préside la délégation sud-africaine. Ce même maréchal Smuts avait prononcé, il n'y a pas si longtemps, des propos que les hommes n'ont pas encore oubliés, et que la France, certainement, n'a pas oubliés non plus, dans lesquels il déclarait que la France avait perdu sa propre place parmi les

grandes puissances pour très longtemps encore. Il est donc véritablement amusant que le maréchal Smuts soit celui-là même qui soutienne la proposition rétablissant la France dans son propre rang naturel et distingué. Cela révèle deux choses : d'abord, que les faits de la vie sont bien plus puissants que la pensée et le jugement des hommes ; ensuite, que les hommes ne se trompaient pas en jugeant le maréchal Smuts grand homme d'État — car il accorde ses propres vues aux faits de la vie, et n'hésite pas à revenir sur une erreur, une fois qu'il lui devient clair qu'il s'était trompé.

Cela révèle peut-être aussi autre chose, quelque chose sur quoi nous devrions nous-mêmes méditer longuement : c'est que le désespoir, aussi haïssable et dangereux qu'il puisse être pour les individus, est tout à fait absurde s'agissant des peuples.

En ces jours mêmes, voici un an, les Allemands occupaient la France tout entière, et exerçaient un contrôle complet sur ses propres affaires ; les Alliés se préparaient à l'invasion, et les Allemands se moquaient de cette même invasion, la considérant comme une aventure vouée à l'échec.

Puis cette invasion commença en juin, et Paris se libéra elle-même en août, et l'année n'avait pas même achevé son propre cycle que le vaincu était devenu autre que le vainqueur : la France était redevenue l'une des grandes puissances, tandis que l'Allemagne se trouvait entièrement occupée, les Français eux-mêmes prenant part à sa propre occupation. S'il est une chose que les nations devraient véritablement éviter, et rejeter avec une réelle vigueur, c'est bien le désespoir — chose tout à fait inadaptée aux peuples vivants, possédant une gloire ancienne, et une confiance véritable en leur propre capacité de vivre.

Je dis cela en pensant à un rêve qui traversa jadis certains cœurs, en Égypte, durant la guerre. Étant donné l'ampleur des épreuves que l'Égypte a endurées, l'effort qu'elle a déployé, la gratitude et la reconnaissance qu'elle a reçues, les promesses qui lui furent faites, et les aspirations qu'on lui fit miroiter, il se trouva, parmi les Égyptiens, des hommes dont les propres espoirs s'élargirent à l'extrême. Ils estimèrent que la fin de la guerre ne leur garantirait pas seulement l'achèvement de l'indépendance, mais quelque chose d'autre encore, d'une importance plus grande encore que cette même indépendance achevée : une participation réelle et significative à la gestion des grandes affaires du monde. Ce rêve n'avait rien d'étrange ni d'aberrant — l'Égypte fut

véritablement un point d'une importance réelle et considérable dans le destin même de la guerre ; elle sut rester fidèle à ses propres alliés, sut protéger leurs propres arrières lorsque les Allemands se précipitaient vers Alexandrie et vers la vallée du Nil, sut raffermir leur propre résolution une fois les Allemands mis en fuite, sut leur accorder sa propre amitié véritable lorsque les amis se firent rares, et sut garder son propre cœur ferme quand d'autres cœurs vacillaient.

Tout cela s'est réellement produit, et tous les Alliés l'ont su, et en ont remercié l'Égypte, à maintes reprises, sans relâche.

Ces Égyptiens croyaient que tout cela ne s'évanouirait jamais avec le vent, et ne serait jamais récompensé par de simples mots de remerciement et des paroles de louange seules. Ils étaient convaincus que l'un des tout premiers effets de la fin de la guerre serait la restitution, à l'Égypte, de ses propres droits complets sur la totalité de la vallée du Nil, et que l'Égypte serait invitée à prendre part à la gestion des grandes affaires du monde — le méritant, d'une part, en vertu de sa propre position géographique ; le méritant, d'autre part, en vertu de sa propre fidélité à sa parole, à une époque où la fidélité aux engagements se faisait rare ; et le méritant, sur un troisième plan, en vertu de son propre avenir considérable, que les hommes le veuillent ou non.

Je ne crois pas, et ne dis pas, que les événements aient déjà démenti ces rêves ; la guerre en Europe ne s'est achevée que depuis une semaine, et une semaine est bien peu de chose dans l'histoire des hommes. J'espère simplement que les jours et les semaines à venir nous apporteront de meilleures nouvelles que celles apportées par les jours et les semaines passés. Il serait véritablement bon que la politique mondiale dise quelque chose sur l'achèvement de l'indépendance égyptienne, et que nos propres alliés, en particulier, en disent quelque chose — car l'achèvement de l'indépendance égyptienne n'a rien à voir avec la conférence de paix, ni avec la conférence de San Francisco ; ce n'est pas une question en suspens entre nous et l'Axe vaincu, ni une question en suspens entre nous et les Russes, les Américains, les Français et les Chinois — c'est une affaire qui ne concerne que nous et nos propres alliés britanniques. La guerre, et ses propres horreurs, ont prouvé que tout, entre nous et les Britanniques, doit reposer sur une amitié véritable, et sur un échange égal, tant dans le prendre que dans le donner.

Mais rien n'a été dit, jusqu'à présent. Attendons donc, fermes, résolus, et convaincus que cette chose doit être dite, et doit devenir un

fait établi.

Ces Égyptiens estimaient que l'Égypte ne serait pas seulement membre fondateur de l'Assemblée des Nations unies, mais deviendrait aussi membre permanent du Conseil de sécurité — que ce Conseil vienne à compter onze membres, ou plus, ou moins.

Cela peut sembler étrange à ceux qui considèrent les choses d'un œil sceptique, et certaines puissances, trompées par leur propre force jusqu'à l'arrogance et à la condescendance, pourraient bien en rire — mais ce rêve correspond entièrement aux faits des choses, et à la nature même de la paix, si c'est bien une paix véritable que l'on recherche. La guerre a déjà montré qu'il n'y a aucun chemin vers la paix en Europe, ni au Proche ni à l'Extrême-Orient, à moins que les affaires de la Méditerranée elles-mêmes ne soient réglées et assurées ; et aucun chemin vers le règlement et la sécurité des affaires de la Méditerranée, sinon par la participation de l'Égypte elle-même à leur règlement et à leur sécurité.

Il existe deux voies possibles pour que l'Égypte participe au règlement et à la sécurité de ces affaires : la première n'offre aucun espoir réel — contraindre l'Égypte à cette participation par la coercition, la force et la condescendance, car les jours où l'on pouvait gouverner l'Égypte contre sa propre volonté sont désormais révolus ; la seconde consiste à ce que cette participation naisse d'une liberté complète, d'un désir sincère, et d'une conviction véritable que l'Égypte est une force considérable dans les affaires de guerre et de paix, dans cette partie particulière du monde.

Il n'y a donc rien d'étrange à ce que l'Égypte soit consultée sur tout ce qui touche aux affaires de la Méditerranée, ni rien d'étrange à ce que l'Égypte elle-même donne son avis sur toutes ces affaires.

La voie vers cela consiste à ce que l'Égypte devienne membre permanent du Conseil de sécurité. Nul n'a dit, et nul ne dira, que la guerre a disparu pour toujours, et que la paix s'est établie dans le bassin méditerranéen jusqu'à la fin des temps — ce que l'on dit, plutôt, c'est que cette guerre-ci est désormais terminée, mais qu'elle a laissé derrière elle des rancœurs, des ressentiments, des rancunes, des haines et des ambitions, tout cela véritablement capable de ramener la guerre un jour, à moins que l'on ne prenne les précautions nécessaires — et ces précautions ne seront jamais véritablement prises, si l'Égypte est négligée, et si ses propres droits, sa dignité et ses espoirs demeurent

ignorés.

Je le répète : ces rêves seront peut-être moqués par les sceptiques, raillés par les puissants et les triomphants — mais ils demeurent, malgré tout, la correspondance la plus précise, la plus sincère, avec les faits des choses.

Quel que soit l'avis des sceptiques et des triomphants, et quel que soit l'avis de certains journalistes étrangers qui considèrent ces mêmes propos avec une certaine pitié, et une certaine ruse aussi, y voyant des discours dépeignant davantage l'habileté que la réalité des faits —

Quel que soit l'avis des uns et des autres, une chose ne fait aucun doute : il nous incombe, à nous qui éclairons le peuple égyptien sur ses propres droits et ses propres devoirs, et lui révélons ses propres espoirs et ses propres aspirations, de dire au peuple égyptien, avec franchise, fermeté et détermination, qu'il a le droit de conquérir son indépendance complète pour la totalité de la vallée du Nil, qu'il a le droit de prendre part, réellement et durablement, à la gestion des affaires de la paix, et qu'il a le devoir, envers lui-même et envers la civilisation, de travailler, d'espérer, et de s'efforcer véritablement de conquérir ces droits, et d'assumer ces devoirs.